

Communistes

www.PCF.fr

L'espoir est là



Vidéo

**Fabien Roussel
invité de
Franceinfo**

#NouveauFrontPopulaire

La liste des candidat.es PCF (p. 4)

Casuistique

Un correspondant du journal *Le Parisien* s'est glissé l'autre jour dans une réunion de la commission « matériel électoral » des macroniens. Les candidats, députés sortants inclus, avaient le choix entre deux types d'affiche : avec ou sans Macron. Ô surprise : la quasi-totalité des postulants ont refusé la bobine de l'hôte de l'Élysée sur leur panneau. Avec des arguments d'une parfaite casuistique, du genre (une élue des Yvelines) : le Président doit rester au-dessus de la mêlée... Très très au-dessus. ☺

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

**« Donner au PCF
les moyens d'intervenir »**

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



ÉVELYNE TERNANT
CANDIDATE

PAOLO SPADAFORA
SUPPLÉANT

NOUVEAU FRONT POPULAIRE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 30 JUIN & 7 JUILLET 2024
3^e CIRCONSCRIPTION DE LA JURA

avec le soutien de **ÉCOLE DES RISTES**, **Parti des Ristes**, **PCF**, **Le Parti socialiste**

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

- 22 juin, à partir de 11 h :** Fête effrontée à Lézan : débats, musique, restauration, stands, animations, rencontres... Chemin des Ristes Marssillargues-Attuech (30)
- 23 juin, à partir de 12 h :** Banquet populaire et fraternel des communistes chevillais et leurs amis. Parc Communal, Chevilly-Larue (94)
- 29 juin, à partir de 9 h :** Fête de la Carline, en partenariat avec *La Marseillaise* : débats, concerts, restauration... Entrée 10 €. Salle multi-activités, La Bâtie neuve (05)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

21 & 22 juin : Festival de l'écologie populaire : la Fondation Gabriel-Péri co-organise le colloque « Écologie, puissances publiques et territoires ». La Fondation tiendra un stand durant les deux jours. Inscription : La ManuCo, Bordeaux (33)



YOUSFI Abdel
CANDIDAT

KARA Emilie
SUPPLÉANTE

NOUVEAU FRONT POPULAIRE

MERCREDI 19 JUIN - 19H
Maen-Roch - Salle Yvon Le Men (Saint-Etienne en Gogles)

Elsa LAFAYE
CANDIDATE

Gaëlle MESTRIES
SUPPLÉANTE

NOUVEAU FRONT POPULAIRE



NOUVEAU FRONT POPULAIRE

AVEC **Julien LEGER**

Candidat pour la 5^e circonscription du Val-de-Marne
Champigny-sur-Marne-Centre & Est, Perreux-sur-Marne, Nogent-sur-Marne, Bry-sur-Marne

RASSEMBLEMENT CONTRE L'EXTRÊME DROITE, POUR LA RÉPUBLIQUE :

Mardi **18 JUIN À 18H30**

MAIRIE DE CHAMPIGNY
14 Rue Louis Talamoni, Champigny-sur-Marne

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 30 JUIN ET 7 JUILLET 2024
3^e CIRCONSCRIPTION DE LA SOMME

Lancement de campagne place de la mairie de Woincourt
lundi 17 juin à 18h00

Léon DEFFONTAINES
CANDIDAT

Arnaud PETIT
SUPPLÉANT

NOUVEAU FRONT POPULAIRE

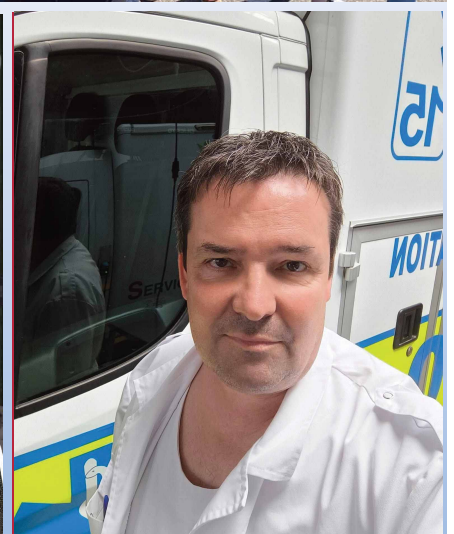
Réparer les services publics

NOUVEAU FRONT POPULAIRE

#CIRCO3705

ORGANISER UNE CONFÉRENCE DE SAUVETAGE DE L'HÔPITAL PUBLIC

Les 30 juin et 7 juillet votez pour **Marina COCCIA & Melvin Musset**



NOUVEAU FRONT POPULAIRE



Une page de l'Histoire de France s'écrit avec le nouveau Front populaire !

Avec un programme de gouvernement et des candidatures uniques dans les circonscriptions de France, les forces politiques qui ont constitué le nouveau Front populaire donnent rendez-vous aux Françaises et aux Français les 30 juin et 7 juillet prochains.

Une immense attente d'union s'est exprimée.

Elle est scellée !

À partir d'aujourd'hui, partout en France nous œuvrerons à élargir ce rassemblement avec toutes celles et ceux, Françaises, Français, associations, syndicats, partis politiques, personnalités engagées dans le débat public, qui partagent nos idées et nos orientations.

Nous aurons des candidates et des candidats communs capables de représenter la société française.

Nous avons œuvré à un programme politique de rupture avec une

déclinaison pour les 100 premiers jours du mandat, des propositions concrètes et réalistes, pour que la vie des Françaises et des Français change, vraiment !

Désormais, l'arrivée du Rassemblement national au pouvoir n'est plus une fatalité !

Levez-vous et rejoignez le nouveau Front populaire. L'espoir est là !



Liste des candidat·es présentés par le PCF dans le cadre de l'accord du nouveau Front populaire

N°	Circonscription	Candidat.e	Suppléant.e
301	MOULINS	Yannick Monnet	Jean-Paul Dufregne
604	MENTON-BEAUSOLEIL	Virginie Parent	Olivier Camous
1313	MARTIGUES-ISTRES	Pierre Dharréville	Magali Giorgetti
1316	ARLES	Nicolas Koukas	Christophe Caillault (PS)
1404	HONFLEUR-PONT-L'ÉVEQUE	Pierre Mouraret	Clémentine Le Marrec (DVG)
1802	BOURGES OUEST-VIERZON	Nicolas Sansu	Irène Félix (DVG)
2105	BEAUNE	Jérôme Flache	Carole Bernhard (EELV)
2503	MONTBELIARD	Virginie Dayet	Matthieu Guinebert
2905	FOUGERES - SAINT AUBIN	Gladys Grelaud	Laurent Peron (PS)
3003	BAGNOLS-SUR-CÈZE	Sabine Oromi	Vincent Poutier (PS)
3308	ARCACHON-LATESTÉ	Marylene Faure	Vital Baude (EELV)
3407	SETE-AGDE	Gabriel Blasco	Florence Cordier (LFI)
3506	FOUGERES	Elsa Lafaye	Gaëlle Mestries (DVG)
3705	TOURS NORD-OUEST	Marina Coccia	Melvin MUSSET
3807	ROUSSILLON	Dominique Dichard	Aurélien Delsaux (LFI)
3902	ST-CLAUDE-CHAMPAGNOLE	Evelyne Ternant	Nail Yalcin
4002	DAX-TARNOS	Jean-Marc Lespade	Axelle Verdière-Bargaoui (PS)
4102	ROMORANTIN-LANTHENAY	Sylvie Mayer	Emmanuel Léonard
4203	SAINT-CHAMOND	Vincent Bony	Ramona Gonzalez - Grail (PS)
4407	LABAULE-GUERANDE	Véronique Mahé	Christophe Rouxel
4504	MONTARGIS	Bruno Nottin	Anne Pascaud
4904	SAUMUR SUD-VIHIERS	Charlyne Bouvet	Julien Aubrée
5003	COUTANCES	Gaëlle Verove	William Bouton (LFI)
5103	EPERNAY	Chantal Berthélémy	Steve Boucly
5604	PLOERMEL	Lhëa Le Flecher	Antoine Jeannot
5704	SARREBOURG	Hélène Girardot	Antoine Villard (SE)
5912	LEQUESNOY	Bernard Baudoux	Betty Ciupa (PS)
5916	MARCHIENNES-ANICHE	Alain Bruneel	Jessica Noulette (PS)
5920	ANZIN-ST-AMAND-LES-EAUX	Fabien Roussel	Mathilde Valembois
6001	BEAUVAIS NORD	Roxane Lundy (G.s)	Thierry Aury
6007	CREIL-NOGENT-CLERMONT	Loïc Pen	Mirjana Jakovljevic
6203	LENS AVION	Jean-Marc Tellier	Philippe Duquesnoy
6305	AMBERT-THIERS	André Chassigne	Julien Brugerolles

N°	Circonscription	Candidat.e	Suppléant.e
6911	GIVORS	Abdel Yousfi	Emilie Rekik (LFI)
7102	CHAROLLES-GUEUGNON	Sébastien Gautheron	Louise Royer
7301	AIX LES BAINS	Christel Granata	Zerrin Bataray (EELV)
7512	PARIS 15e7e	Céline Malaisé	Agathe Gautheron
7603	SOTTEVILLE-LES-ROUEN	Edouard Benard	Hubert Wulfranc
7606	DIEPPE	Sébastien Jumel	Laurent Jacques
7608	LE HAVRE-GONFREVILLE	Jean-Paul Lecoq	Nathalie Nail
7610	YVETOT	Handy Barré	Chloé Godard
8003	AULT-GAMACHES	Léon Deffontaines	Arnaud Petit
8306	BRIGNOLES-CUERS	Sylvie Vinceneux	Alain Bolla
8403	CARPENTRAS-SUD	Muriel Duenas	Yael Linsky (LFI)
8504	LES HERBIERS-MONTAIGU	Julie Mariel-Godard	Valentin Rondeau
9104	LIMOURS-LONGJUMEAU	Amadou Deme	Marie Colson (PS)
9201	COLOMBES-GENNEVILLIERS	Elsa Faucillon	Evelyne Bouchouicha
9302	ST-DENIS-PIERREFITTE	Stéphane Peu	Farid Aid
9304	STAINS-BLANC-MESNIL	Soumya Bourouaha	Marie-George Buffet
9405	CHAMPIGNY-LEPERREUX	Julien Léger	Véronique Perreira Rodrigues
9503	CORMEILLES-TAVERNY	Emmanuel Maurel (GRS)	Valérie Gonçalves



Le tropisme libéral du RN

Ainsi Bardella revient sur l'engagement de son parti d'abroger la réforme des retraites. Le retour à la retraite à 60 ans était pourtant une promesse phare de Marine Le Pen pendant la campagne présidentielle de 2022. Il faut se souvenir de ce qu'elle disait de la réforme Macron : « Rien n'est à retenir dans ce système des retraites. J'ai envie de dire que tout est à jeter. Il va y avoir des pertes qui vont être très importantes pour des millions de Français. » Mais l'abolition de cette réforme ne figurera pas sur la plateforme programmatique du RN pour les législatives.

Ce nouveau glissement libéral s'ajoute à toute une série d'« évolutions » que le chercheur Gilles Ivaldi pour le Cevipof avait pointé en son temps. Il avait montré comment le RN avait retiré de son programme des éléments tels que la promesse de préserver le statut de la fonction publique, ou l'augmentation générale des salaires des fonctionnaires via le point d'indice, ou l'engagement de refuser toute hausse de la CSG, ou la baisse de 10 % de l'impôt sur le revenu sur les trois premières tranches, ou le retrait de la loi Travail ou le maintien des 35 heures. Etc. Cette ligne libérale de plus en plus affirmée (confirmée par les votes des parlementaires d'extrême droite refusant de taxer les superprofits ou les dividendes par exemple) coïncide avec la multiplication des contacts ces dernières années, ces derniers mois entre le groupe dirigeant du RN et le grand patronat. Il semble loin le temps où le Medef se faisait houspiller pour avoir invité à son université d'été Marion Maréchal (c'était en 2019). À présent les relations sont nombreuses, répétées, durables. Les contacts entre les « managers » et les cadres et élus RN prolifèrent. « Ils se disent (ces patrons, NDLR) qu'ils doivent, dans leurs responsabilités, faire la démarche de mieux les connaître et d'établir des contacts, ce qu'ils ne faisaient pas avant », constate Arnaud Dupui-Castères,

patron du cabinet Vae Solis. Et puis la porosité est dans les deux sens. Le RN est plus attentif aux exigences patronales alors que de plus en plus de patrons regardent, séduits, ce parti et y adhèrent. Dans un article récent du *Figaro* (12 juin) on pouvait lire que « le vote RN s'est développé chez les chefs d'entreprise ». Lesquels manifestement ont plus peur du programme de la gauche que de celui de Bardella.

Et on commence déjà à banaliser la situation, à normaliser les choses. Le même article du quotidien du groupe Dassault fait dire à Michel-Édouard Leclerc qu'il existe un fossé entre le bruit médiatique fait autour des élections et la vie des entreprises. Il parle « d'une réceptivité plutôt sereine des collaborateurs dans les magasins (du groupe) ainsi qu'au niveau des sièges ». Bref, tout va très bien madame la marquise puisque, comme l'écrit le journal *L'Opinion*, « si le RN arrive aux affaires, ce sont les patrons eux-mêmes qui établiront les règles de l'économie ».

Gérard Streiff



Dossier de presse

FESTIVAL DU CINÉMA CUBAIN

PROJECTIONS, EXPOSITIONS, DANSE, MUSIQUE, PERFORMANCE, DÉBATS...

2^e édition

Du 15 au 22 juin 2024

vitry-sur-seine

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Après la déception du 9 juin, toutes et tous mobilisé·e·s pour des victoires du nouveau Front populaire dans le Finistère

Être communiste, c'est ne jamais déserrer l'espoir et le volontarisme, être toujours sur le pont pour travailler avec lucidité et générosité auprès de la population pour des jours meilleurs, des jours heureux.

Les communistes finistériens ont fait une belle campagne des européennes. Elle fut conduite avec brio et détermination par notre jeune candidat finistérien, Taran Marec, plus jeune élu du Conseil municipal de Brest, délégué à la langue bretonne et responsable des Jeunesses communistes, mais aussi par Amar Bellal qui est venu à trois reprises dans le Finistère, et par le médecin costarmoricain Christian Brice, présent pour le magnifique meeting avec Léon Deffontaines et Fabien Roussel qui a réuni 450 personnes à Quimper.

De belles réunions publiques ont été organisées sur la pêche dans le Pays Bigouden, sur l'écologie.

430 soutiens citoyens et appels publics à voter pour notre liste ont été réunis sur le Finistère, dont 50 élu·e·s. Plusieurs sections ont fait une campagne de haute intensité, comme à Crozon-Châteaulin, Quimper, ou dans le Pays Bigouden..., souvent avec des thématiques locales comme le logement, la pêche, ou avec des argumentaires contre le RN.

À l'arrivée, forcément, compte tenu de nos efforts collectifs et des très belles prestations de Léon dans les médias, le résultat déçoit beaucoup. Ne nous en cachons pas...

Mais, avec dans le Finistère 2,65 % des suffrages exprimés et 10 400 voix, la liste de Léon Deffontaines gagne 2 402 voix par rapport à la liste de Ian Brossat en 2019. Si nos scores sont stables et inférieurs à nos espérances dans les villes, y compris celles où nous sommes présents dans les exécutifs avec de nombreux élus et des adjoints ou vice-présidents d'agglo – comme à Brest (2,3 %), Morlaix (3,6 %), Rosporden (4,62 %), Le Relecq Kerhuon (3,15 %), Plouigneau (4,26 %) – ils progressent dans la majorité des communes et notamment dans beaucoup de communes rurales où il y a eu un véritable effet de la campagne de Fabien Roussel en 2022, et où notre nombre de voix est parfois multiplié par deux, trois, ou quatre

par rapport à 2019. Nous arrivons à + 4 % ou + 5 % dans plusieurs communes du Centre-Finistère, du Trégor, du Pays Bigouden.

Nous n'avons pas malheureusement dérogé cette fois à la règle nationale avec un Rassemblement national qui obtient un score inédit de 25 %. Néanmoins, le score global du bloc de gauche dans le Finistère, de plus de 36,5 %, est supérieur à celui de l'extrême droite (29 %) et à celui de la droite (24 %). Ce qui peut permettre objectivement de gagner plusieurs sièges de députés dans les 8 circonscriptions finistériennes dans le cadre du Front populaire, rassemblement dont nous nous félicitons, même si, dans ses modalités pratiques, à l'issue de négociations compliquées au niveau national, il n'aboutit pas forcément au choix des meilleurs candidats locaux pour gagner.

Qu'importe, les communistes finistériens s'engageront résolument dans toutes les campagnes derrière les candidats communs du Front populaire. L'enjeu est trop fort ! Des manif contre l'extrême droite et pour les valeurs de la République, la fraternité et l'égalité, rassemblant plusieurs milliers de personnes dans le Finistère (près de 8 000 à Brest) sont là pour nous le rappeler.

Nous nous réjouissons particulièrement d'avoir la possibilité de travailler à la victoire de notre candidate dans la 5^e circonscription (Landerneau-Landivisiau), Gladys Grelaud, militante féministe, conseillère régionale communiste et dirigeante nationale du Parti, avec son suppléant, Laurent Péron, maire socialiste du Relecq-Kerhuon.

La campagne législative de Gladys, lancée samedi 15 juin à Landerneau dans une réunion qui a réuni 150 personnes, suscite déjà énormément d'enthousiasme et d'envies citoyennes de s'y engager. Gladys rassemble toute la gauche sur la 5^e circonscription et peut la reprendre à la



droite macroniste. Ce serait dans ce cas la première députée communiste finistérienne depuis 1958 (le dernier étant Alphonse Penven dans la circonscription de Huelgoat entre 1956 et 1958) et la deuxième femme communiste députée dans le Finistère, après Marie Lambert qui fut déjà députée de la circonscription de Landerneau entre 1948 et 1951, 4 ans après l'obtention du droit de vote des femmes ; cette même Marie Lambert, née Marie-Yvonne Perrot, résistante, qui, devenue envoyée spéciale de *l'Humanité* en Algérie, parla pour la première fois de guerre en Algérie le 3 novembre 1954.

On y croit, et on y va tous à fond jusqu'au 30 juin et 7 juillet ! 🇫🇷

Ismaël Dupont

secrétaire départemental du PCF Finistère,
membre du CN

L'imposture du programme du RN pour l'Enseignement supérieur

Le programme du Rassemblement national, en plus d'être très pauvre en ce qui concerne l'Enseignement supérieur et la Recherche, propose des mesures déconnectées de la réalité des jeunes. Ces mesures ne feront qu'accentuer les inégalités déjà existantes et enfonceront un peu plus les étudiants dans la précarité.

Logement

Le logement étudiant a été au cœur de l'actualité tout au long de l'année. La proposition du Rassemblement national pour pallier cette situation est la construction de 100 000 nouveaux logements étudiants. Une mesure loin d'être suffisante pour loger les 350 000 étudiants boursiers qui n'ont pas pu bénéficier de logement à tarification sociale.

Face à cela, l'Union des étudiants communistes réaffirme sa revendication d'une politique de logement social étudiant à la hauteur des enjeux. D'une part, nous avons besoin que soit construit 350 000 logements étudiants dans le parc public. D'autre part, il est nécessaire qu'une rénovation structurelle des résidences étudiantes existantes soit effectuée. Enfin, le plafonnement des loyers dans le parc privé doit être mis en place afin de sanctionner les propriétaires abusifs.

Autre mesure du RN concernant le logement : l'impossibilité pour les étudiants étrangers de se loger en cité universitaire. Avec cette mesure, l'accès aux études, analysé par la droite et l'extrême droite comme "une voie d'immigration" va être considérablement attaqué. Cela témoigne bien de la volonté du RN d'une politique migratoire haineuse, basée sur des préjugés racistes.

L'enseignement supérieur a tout intérêt à s'ouvrir sur le monde. Il est un lieu de partage et de création des connaissances. Empêcher les étudiants étrangers de venir, c'est se priver d'un savoir précieux pour l'innovation et la société.

L'offensive sur un public spécifique représente une porte d'entrée pour faire régresser l'ensemble de droits sociaux.



Face à ces mesures xénophobes, nous devons garantir un accueil digne à l'ensemble des jeunes souhaitant étudier en France, sans distinction ou condition de ressources.

Revenu étudiant

Concernant la précarité étudiante, le RN propose de soutenir financièrement les jeunes qui travaillent durant leurs études, tout en conditionnant cette aide à la réussite scolaire.

Le salariat est la première cause d'échec chez les étudiants. Cette proposition est donc bien loin d'être une réelle mesure sociale. Elle ne contribuera nullement à effacer les inégalités entre les étudiants, pire, elle les entretiendra.

En opposition à ce projet, l'UEC réaffirme sa revendication d'un revenu étudiant. Face à la hausse des prix des denrées alimentaires et des loyers et aux bourses insuffisantes, c'est le seul moyen de permettre aux jeunes de continuer leurs études tout en vivant dignement. ✪

Léna Raud

secrétaire nationale de l'UEC



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION:

Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel,
Amado Lebaube,

Méline Le Gourriérec, Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Quels sont les défis après la victoire de la gauche au Mexique ?

Le 2 juin 2024 restera une date marquante dans l'histoire politique du Mexique. Ce jour-là, 99 millions d'électeurs étaient appelés à participer à six scrutins simultanés à différents niveaux, tous à un tour. Au plan fédéral, en plus de la présidence de la République, 128 sièges de sénateurs et 500 sièges de députés étaient mis en jeu. Au plan local, les 31 États fédérés renouvelaient leur congrès locaux, mais également 1 900 conseils municipaux, tandis que 9 États élisaient leur gouverneur.

Au total, plus de 19 000 postes étaient concernés, faisant de ce scrutin le plus important jamais organisé au Mexique, deuxième économie latino-américaine et 10^e pays le plus peuplé au monde.

Mais le caractère historique de cette journée tient tout autant à l'ampleur de la victoire de la gauche. Avec plus de 59 % des voix, Claudia Sheinbaum, physicienne de 61 ans, est devenue la première femme élue à la présidence du Mexique. La candidate de la coalition « Continuons à écrire l'histoire », composée du Mouvement de régénération nationale (Morena), du Parti du travail (PT) et du Parti vert écologique (PVEM) devance largement Xóchitl Gálvez de la coalition de droite regroupant le Parti d'action nationale (PAN), le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et le Parti de la révolution démocratique (PRD), qui obtient 27,9 % des voix, et Jorge Álvarez Máynez du Mouvement citoyen (MC, 10,4 %).

La coalition Morena-PT-PVEM obtient également la majorité qualifiée des deux tiers à la Chambre et s'approche de celle-ci au Sénat. Avec des configurations électorales diverses, la gauche remporte les élections de gouverneurs dans six des neuf États en jeu, conservant notamment la ville de Mexico (CDMX), cœur économique et politique du pays, et faisant basculer le Yucatán, bastion traditionnel de la droite.

Un résultat inespéré, y compris pour les militants les plus enthousiastes, qui trouve principalement son origine dans le soutien de la population envers les politiques mises en œuvre au cours des six dernières années par le président Andrés Manuel López Obrador, communément connu sous l'acronyme AMLO. Dirigeant politique chevronné, AMLO est devenu en 2018 le premier président de gauche du Mexique, dans un contexte de crise politique et de décrédibilisation des partis néolibéraux, PAN et PRI principalement. Au cours de son mandat, présenté comme le début de la « Quatrième transformation » du Mexique (4T)¹, celui-ci a mis en place des politiques autour de trois grands axes :

– **La lutte contre la pauvreté** : sous le slogan « Pour le bien de tous, les pauvres d'abord », le gouvernement AMLO a instauré des programmes sociaux en direction de différents secteurs de la population : étudiants et écoliers, familles, femmes seules, personnes âgées. Ces programmes ont bénéficié à 80 % de la population et constituent un complément de revenu non négligeable pour de nombreux foyers, qui regroupent fréquemment des bénéficiaires de plusieurs programmes. En parallèle, le salaire minimum a été augmenté de façon record. Ces politiques ont permis à 5 millions de personnes de sortir de la pauvreté au cours du mandat.

– **Le développement des infrastructures et des capacités productives**, afin de favoriser la création d'emplois et la souveraineté du pays. Parmi les projets-phares se distinguent la construction du « Train maya » dans le sud-ouest du pays, la réhabilitation et le renforcement des capacités de raffinement de pétrole (via notamment l'acquisition d'une raffinerie au Texas), ou encore le lancement du Train interocéanique de l'isthme de Tehuantepec, qui vise à devenir un corridor sec pour le transport de marchandises, en complément d'un canal de Panama saturé.

– **La réforme et la « récupération » de l'État, face à la capture de celui-ci par les élites des partis traditionnels**, à leur bénéfice, celui du grand capital et parfois du crime organisé. Le gouvernement a ainsi lancé un programme « d'austérité républicaine », visant à réduire les dépenses excessives et de lutter contre la corruption. Une politique bien perçue par la population, mais qui a parfois eu pour résultat l'affaiblissement de la capacité d'action de certaines institutions, alors que, dans le même temps, le rôle de l'État était réaffirmé.

En parallèle, un important effort d'information et de sensibilisation de la population a été engagé depuis la fondation de Morena en 2011, renforcé depuis 2018 par les « mañaneras », émissions télévisées, diffusées du lundi au vendredi à 7 h du matin, lors desquelles le président présente ses analyses et explique sa politique.

Ces politiques ont assuré un soutien important à AMLO, qui termine son mandat avec 60 % d'opinions favorables, un taux exceptionnel qui aura bénéficié à plein à la candidature de Claudia Sheinbaum. L'élection d'une femme à la présidence de la République montre à cet égard le changement culturel opéré au cours des dernières années dans un pays aux fortes traditions machistes.

L'ampleur inattendue de la victoire de la gauche ouvre une nouvelle phase de la vie nationale mexicaine.

En obtenant la majorité qualifiée à la Chambre, et en pouvant de façon réaliste l'obtenir au Sénat en gagnant le soutien de dissidents du PRI ou du MC, l'alliance Morena-PT-PVEM sera en mesure de modifier la Constitution, ouvrant ainsi la voie à des réformes de plus grande ampleur que celles réalisées jusqu'à présent. Morena souhaite ainsi réformer les systèmes judiciaire et électoral, considérés comme étant des places fortes des secteurs conservateurs, ce qu'il n'avait pas réussi à faire lors du précédent mandat.

Dans l'immédiat, le triomphe de la gauche acte l'effondrement du système des partis traditionnels et néolibéraux PRI-PAN-PRD, réduits à la portion congrue au Parlement et à quelques bastions locaux. Ancien parti référent de la gauche, rallié à la droite, le PRD risque même de perdre sa personnalité juridique et de disparaître. Mais cette défaite stra-



tégique de la droite ouvre cependant la voie à sa recomposition, aidée en cela par le grand capital, les grands médias et les États-Unis. La forme de cette recomposition est pour le moment incertaine, mais elle pourrait voir le surgissement d'une formation d'extrême droite, inspirée des différents courants sévissant en Amérique et en Europe.

Sur le plan régional, la victoire de Sheinbaum va à l'encontre de la vague de droite menée par Javier Milei en Argentine et Nayib Bukele au Salvador. Elle constitue donc un appui non-négligeable, alors que les gouvernements de gauche sont confrontés à d'importantes difficultés, oppositions et tentatives de déstabilisation. Elle pourrait également ouvrir une nouvelle page dans les relations extérieures du Mexique et une plus grande implication envers l'Amérique latine et le « Sud global ». Les relations avec les États-Unis auront elles aussi un impact déterminant, tant le poids du voisin du nord reste prépondérant à tous points de vue. Si la relation commerciale est prépondérante², les sujets de tension sont nombreux (migrations et lutte contre le narcotrafic en particulier³). Les élections de novembre prochain sont donc scrutées de près par Mexico.

Alors que Claudia Sheinbaum prendra ses fonctions le 1^{er} octobre, les perspectives sont donc vastes, les défis également. Entre « modération » et « radicalisation », quelle sera la voie choisie pour faire face aux immenses défis sociaux et environnementaux que connaît le Mexique ? L'enjeu d'une réforme fiscale se pose ainsi avec acuité : indispensable pour pérenniser les programmes sociaux et les politiques publiques dans des domaines tels que la santé, le logement ou l'éducation, elle est cependant considérée comme une ligne rouge par les grands capitalistes et il est révélateur que Sheinbaum ait déclaré lors de la campagne qu'une telle réforme n'était pas nécessaire. L'ampleur du rapport de forces politiques et le changement de mentalités au sein de la population mexicaine pourraient toutefois changer les paramètres de l'équation.

Alors qu'une vague néo-réactionnaire s'étend sur les deux rives de l'Atlantique, l'expérience de la 4T au Mexique représente un point d'appui important pour toutes celles et tous ceux qui cherchent à construire une alternative majoritaire de gauche. ☸

Cyril Benoit

responsable du collectif Amérique latine-Caraïbes

1. Les précédentes « transformations » étant l'indépendance (1810), la guerre de Réforme (1857-1861) et la Révolution mexicaine (1910).
 2. Le Mexique est devenu début 2023 le premier partenaire commercial des États-Unis, du fait notamment de la pratique du *nearshoring*, c'est-à-dire la relocalisation d'activités d'Asie vers la zone frontalière mexicaine nord, à proximité de leur marché final états-unien.
 3. L'immense majorité des armes utilisées par les cartels mexicains proviennent des États-Unis, qui sont également le principal marché de consommation de la drogue transportée et produite par ceux-ci.